



PARC NATUREL RÉGIONAL
BAIE DE SOMME PICARDIE MARITIME

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Marché de travaux n°.....

Objet :

PLANTATION DE HAIES

sur le territoire du Parc Naturel Régional
Baie de Somme Picardie maritime

Cahier des Clauses Administratives Particulières

PROCEDURE ADAPTEE

(articles L.2123-1 et R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique)

Identification du maître d'ouvrage :



SYNDICAT MIXTE BAIE DE SOMME 3 VALLEES

Garopôle, place de la Gare 80100 ABBEVILLE | 03 22 24 40 74 |

contact@baiedesomme3vallees.fr | www.baiedesomme3vallees.fr

Renseignements complémentaires auprès de :

D'ordre technique : Florian CHEVALLIER, au Parc naturel régional Baie de Somme Picardie maritime,

Tél : 07 88 27 47 04 - f.chevallier@baiedesomme3vallees.fr

D'ordre administratif : Tatiana DELATTRE, au Parc naturel régional Baie de Somme Picardie maritime,

Tél : 07 88 39 84 37 - t.delattre@baiedesomme3vallees.fr

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne avec le Fonds européen de développement régional (FEDER)



SOMMAIRE

1	DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT.....	5
1.1	Objet du contrat.....	5
1.2	Mode de passation	5
1.3	- Forme de contrat.....	5
1.4	- Variante	5
1.5	Option.....	5
1.6	Titulaire de marché.....	5
1.7	- Sous-traitance	5
1.8	- Réunions.....	5
1.9	Obligation de discrétion.....	6
2	PIECES CONTRACTUELLES	6
1.	Pièces contractuelles	6
2.1	Pièces générales.....	6
2.2	Forme des notifications et communications (ordre de service)	7
3	INTERVENANTS	7
3.1	Maîtrise d'ouvrage	7
3.2	Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
3.3	Redressement ou liquidation judiciaire.....	7
4	CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	8
5	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	8
5.1	Délai maximum global d'exécution des prestations	8
5.2	Délai d'exécution	9
5.3	Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	9
5.4	Fin de contrat	10
6	PRIX	10
6.1	Caractéristiques des prix pratiqués.....	10
6.1.1	Les prix du marché sont hors TVA et sont établis suivant l'article 10 du CCAG-Travaux.....	10
6.1.2	Règlement des ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché.....	10
6.1.3	répartition des paiements	10
6.2	Modalités de variation des prix	10
a)	ois d'établissement des prix du marché.....	10
6.2.1	Modalités d'actualisation des prix.....	11
7	PAIEMENT - PRESENTATION DES FACTURES	11

7.1	Délai de paiement.....	11
7.2	Présentation des demandes de paiement.....	11
7.3	PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE	12
7.3.1	Désignation des sous-traitants en cours de marché	12
7.3.2	Modalités de paiement direct	12
8	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	13
8.1	RETENUE DE GARANTIE.....	13
8.2	AVANCE FORFAITAIRE	13
8.3	AVANCE SUR MATERIELS.....	13
9	CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
9.1	Caractéristiques des matériaux et produits	13
9.2	Implantation des ouvrages.....	13
9.3	Piquetage général.....	13
9.4	Préparation et coordination des travaux.....	14
9.4.1	Connaissance des lieux et des conditions de travail	14
9.4.2	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	14
9.4.3	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	14
9.4.4	Plan d'assurance qualité	15
9.4.5	Registre de chantier.....	15
9.5	Etudes d'exécution.....	15
10	Installation et organisation du chantier	16
10.1	Installation de chantier	16
10.2	Signalisation de chantier	16
10.3	Maintien des accès riverains, accès aux bouches d'incendie.....	16
10.4	Maintien en état des voies, réseaux et bâtiments	16
10.4.1	Généralités	16
10.4.2	Travaux à proximité des réseaux des Télécommunications.....	17
10.4.3	Travaux à proximité des lignes électriques souterraines	17
10.4.4	Travaux à proximité des conduites de distribution publique de gaz	17
10.4.5	Travaux à proximité des conduites d'Assainissement et d'Eau Potable	17
10.5	Autorisations administratives - Utilisation du domaine public	18
10.5.1	Autorisations administratives	18
10.5.2	Utilisation du domaine public	18
10.6	Connaissance des lieux et de tous les éléments se référant à l'exécution des travaux, vérification préalable	18
10.7	Réparation des dommages.....	18
10.8	Gestion des déchets de chantier	19
10.9	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	19
10.10	Documents à fournir après exécution.....	19

10.11	Réception des travaux	19
10.11.1	Dispositions applicables à la réception	19
10.11.2	Réception partielle	19
11	Garantie des prestations.....	20
12	PENALITES	20
12.1	Pénalités de retard	20
12.2	pénalité pour travail dissimulé.....	20
12.3	Autres pénalités spécifiques	20
13	ASSURANCES	22
14	RESILIATION DU CONTRAT	22
14.1	Conditions de résiliation et mesures coercitives	22
14.2	Redressement ou liquidation judiciaire.....	22
15	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	23
16	DEROGATIONS	23

1 DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1.1 OBJET DU CONTRAT

Les stipulations du présent CCAP concernent les travaux de plantation de haies sur le territoire de Parc Naturel Régional Baie de Somme Picardie maritime.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (cahier des charges).

1.2 MODE DE PASSATION

La présente consultation est passée en procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique

1.3 - FORME DE CONTRAT

Le marché de travaux comporte une tranche ferme et deux tranches optionnelles dont le contenu technique est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (cahier des charges).

1.4 - VARIANTE

Sans objet

1.5 OPTION

Sans objet

1.6 TITULAIRE DE MARCHE

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "titulaire " sont précisées à l'article 3 de l'acte d'engagement.

1.7 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le sous-traitant devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG/travaux.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 46 du CCAG/travaux).

1.8 - REUNIONS

L'ensemble des réunions nécessaires seront comprises dans le prix des prestations.

Les réunions attendues sont les suivantes :

- La réunion de lancement sur site au moment de la notification du marché avec les différents partenaires,
- Les réunions de chantier hebdomadaires pendant toute la durée des travaux,
- Les réunions liées aux opérations de réception des ouvrages (intégrant la levée de réserves)

1.9 OBLIGATION DE DISCRETION

Le candidat qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution a reçu communication de renseignements, de documents ou d'objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire et à ses frais et risques sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

2 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :
en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. PIECES CONTRACTUELLES

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau de prix unitaire (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (Cahier des charges) et ses annexes (projets détaillés de plantation)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

2.1 PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Les normes NF de l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R) applicables aux présents travaux.
- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux Marchés Publics de Travaux.
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 et les modifications suivantes connues à la date d'établissement des documents de consultation.

NOTA

Les pièces générales ne sont pas jointes au marché. Le Titulaire du marché ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance de celles-ci pour se dérober aux indications qui y sont contenues.

2.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS (ORDRE DE SERVICE)

Pour formuler toutes décisions ou communications au titulaire, le maître de l'ouvrage utilisera un document qualifié d'ordre de service écrit, daté, signé et numéroté chronologiquement par ses soins, contenant les informations ou les éléments à faire connaître.

3 INTERVENANTS

3.1 MAITRISE D'OUVRAGE

Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées
Garopôle, Place de la gare
80100 ABBEVILLE

3.2 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Il n'est pas prévu de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, le chantier est cependant soumis aux dispositions précisées à l'article 10 ci-après.

Seulement, en cas de groupement d'entreprises ou de sous-traitance de travaux, il sera désigné un coordonnateur SPS qui interviendra dans le cadre des dispositions suivantes :

De la loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du conseil des Communautés Européennes n°92-57 en date du 24 Juin 1992.

Du décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

- Du décret n°2003-68 du 24 Janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.
- De l'arrêté du 25 février 2003 modifiant l'arrêté du 7 mars 1995
- De l'arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L.235-6 du code du travail.

3.3 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par dérogation à l'article 47.3 du C.C.A.G. Travaux, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

"Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

4 CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 DELAI MAXIMUM GLOBAL D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées à compter de la date précisée par l'ordre de service.

Tranche	Travaux	Période réalisation	de	Délais d'exécution dans la période
Ferme	Plantation de haies sur 3 communes	Du 1 ^{er} décembre 2021 au 28 février 2022		3 mois
Optionnelle 1	Plantation de haies sur 3 communes	Du 1 ^{er} janvier 2022 au 31 mars 2022.		3 mois

Optionnelle 2	Plantation de haies sur 3 communes	Du 15 novembre 2022 au 15 décembre 2022	2 mois
Durée globale du marché (à compter du 1 ^{er} Ordre de Service)			1 an (déc 2021 - 2022)

En cas d'attente de l'affermissement de la tranche optionnelle, il est précisé que le titulaire du marché ne pourra prétendre à une compensation financière

Les ordres de service sont renseignés, datés, signés et notifiés, au titulaire, par l'acheteur public.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié⁷ appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Si dans ce délai, le titulaire indique qu'il ne peut déférer à cette commande pour des raisons estimées valables par Le Maître d'ouvrage, la commande peut être passée à un autre entrepreneur.

5.2 DELAI D'EXECUTION

La période de préparation commence à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer la période de préparation pour chaque tranche du marché. **L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service pour chaque tranche prescrivant de commencer les travaux.**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	> 10 mm	1 jour(s)
Gel	< -5° à 8h du matin	1 jour(s)

5.3 CALENDRIER PREVISIONNEL ET DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire durant la période de préparation de chantier.

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Il est visé par le maître d'ouvrage puis notifié aux titulaires.

Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service aux titulaires.

5.4 FIN DE CONTRAT

Le contrat prendra fin à l'expiration des garanties contractuelles.

6 PRIX

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant HT et le montant de la TVA au taux conforme à la réglementation en vigueur.

6.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

6.1.1 Les prix du marché sont hors TVA et sont établis suivant l'article 10 du CCAG-Travaux

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution de travaux ; il reconnaît avoir notamment avant la remise de son acte d'engagement :

- apprécié toutes les difficultés inhérentes aux sites,
- contrôlé les indications des documents du dossier de consultation des entreprises.

Les prix du marché sont établis en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels habituels dans la région.

6.1.2 Règlement des ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché

Ils seront réglés suivant le Bordereau de prix unitaire (BPU) et appliqués aux travaux effectivement réalisés.

6.1.3 répartition des paiements

L'annexe n°1 de l'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et/ou co-traitants.

6.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes, unitaires et actualisables.

a) ois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres : novembre 2021 (mois m0).

6.2.1 Modalités d'actualisation des prix

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix et la date de commencement d'exécution des travaux.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (Ca) donné par la formule :

$$Ca = I(m-3)/I$$

I : Valeur de l'index de référence, publié sur le site de l'INSEE, est l'index TP08 « Index Travaux Publics – Travaux d'aménagement et entretien de voirie - Base 2010».

BT01 (tous corps d'état) au mois d'établissement du prix,

I (m-3) : Valeur de l'index de référence TP08 du mois antérieur de 3 mois au mois « m » de commencement des travaux.

Ce mois « m » est celui de la date de commencement de l'exécution du marché portée sur l'ordre de service.

7 PAIEMENT - PRESENTATION DES FACTURES

7.1 DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures par le Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées.

En cas de non respect du délai de paiement, imputable au Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées, le calcul des intérêts moratoires se fera par application du taux d'intérêt légal en vigueur augmenté de huit points.

Les intérêts moratoires d'un montant inférieur à 5 € ne seront pas mis en paiement.

7.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures afférentes au marché seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° SIRET et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- l'intitulé du marché,
- les travaux exécutés,
- le montant hors TVA des travaux exécutés, éventuellement actualisé,
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant,
- le montant total des travaux exécutés

La facture sera adressée au maître d'ouvrage.

La facturation ne pourra intervenir avant la réalisation et la réception des travaux.

7.3 PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ

7.3.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Les conditions du régime de la sous-traitance sont celles définies par la loi n° 75- 1334 du 31.12.1975, du décret 76-476 du 31.05.1976 et des textes subséquents.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance.

7.3.2 Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire, à ses demandes de paiement, une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Cette somme tient éventuellement compte d'une actualisation des prix prévue dans l'acte de sous-traitance et inclut la TVA.

Dans le cas d'un groupement solidaire, l'acceptation des demandes de paiement du sous-traitant par le mandataire vaut également acceptation de la somme à payer par chacun des membres du groupement.

8 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

8.1 RETENUE DE GARANTIE

Il sera procédé lors de chaque paiement, par le comptable public, à une retenue de garantie de 5% de la masse initiale des travaux augmentée, le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou sur sa demande et avec l'accord du maître d'ouvrage par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-36 à R.2191-42 du code de la Commande Publique.

8.2 AVANCE FORFAITAIRE

Une avance forfaitaire pourra être accordée au titulaire si les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et L.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Le titulaire du marché peut accepter ou refuser le versement de cette avance dans l'acte d'engagement.

8.3 AVANCE SUR MATERIELS

Aucune avance sur matériel de chantier ne sera versée à l'Entrepreneur.

9 CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

9.3 PIQUETAGE GENERAL

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

9.4 PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

9.4.1 Connaissance des lieux et des conditions de travail

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales et, particulièrement, des conditions relatives aux moyens de communication et de transport, de stockage des matériaux, aux disponibilités en main-d'œuvre, en eau, en énergie électrique et de toutes conditions physiques relatives au lieu des travaux, à la topographie et à la nature du terrain, aux caractéristiques des équipements, aux contraintes environnementales, aux contraintes réglementaires du site et à tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Le Titulaire reconnaît en outre avoir pris connaissance de la nature du sol et du sous-sol au vu des études disponibles et de celles qu'il aura effectuées en sus le cas échéant.

Les conséquences des erreurs et carences du Titulaire dans l'utilisation des renseignements mis à disposition ne pourront que demeurer à sa charge.

9.4.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation :

Cette période pourra être préalable et indépendante du délai d'exécution du marché. Un OS de préparation sera alors adressé au titulaire pour l'engagement de cette phase.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, cette période a une durée de 1 mois.

Par dérogation à l'article 28.1 CCAG-Travaux, la prolongation de la période de préparation ne prolonge pas le délai d'exécution de la même durée.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes par les soins du Titulaire :

- établissement et présentation au visa du Maître d'Ouvrage, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, du **programme d'exécution des travaux**, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires éventuels, prévu à l'article 28.2. du CCAG-Travaux.
- Ce programme d'exécution fera ressortir, dans le **calendrier d'exécution**, les délais d'établissement et les dates de remise, et des documents de projet et d'exécution laissés à la charge de l'Entreprise ;
- établissement et remise au Maître d'Ouvrage des **plans d'exécution, notes de calcul et études de détail** nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux ;

9.4.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire communique directement au maître d'ouvrage :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.4.4 Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan sera soumis au visa du maître d'ouvrage.

9.4.5 Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

9.5 ETUDES D'EXECUTION

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'ouvrage. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

10 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

10.1 INSTALLATION DE CHANTIER

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les modalités d'installation de chantier sont précisées au CCTP.

L'installation de chantier et son repliement seront assurés par l'entrepreneur et ce entièrement à sa charge.

10.2 SIGNALISATION DE CHANTIER

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Ainsi, la signalisation à l'usage du public doit être conforme à la réglementation en vigueur, et en particulier à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière 8ème partie : signalisation temporaire (arrêté du 6 novembre 1992 paru au journal officiel le 30 janvier 1993). Elle est réalisée par l'Entrepreneur qui a en charge la fourniture, la mise en place et le maintien en état des panneaux et dispositifs adaptés de signalisation.

10.3 MAINTIEN DES ACCES RIVERAINS, ACCES AUX BOUCHES D'INCENDIE

Le minimum de gêne sera apporté, de jour comme de nuit, aussi bien à la circulation sur la voie publique qu'aux propriétés riveraines pour lesquelles des passages seront aménagés par les soins et aux frais de l'entrepreneur, tant pour les piétons que pour les véhicules légers et lourds.

L'accès aux bouches d'incendie, et d'une façon générale à tous les dispositifs de sécurité et de service sera constamment assuré (passage des ambulances, des véhicules pompiers, des bennes à ordures, etc...).

10.4 MAINTIEN EN ETAT DES VOIES, RESEAUX ET BATIMENTS

10.4.1 Généralités

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux divers, et devra signaler suffisamment à temps aux sociétés concernées les permissions, arrêtés ou dérogations qu'il y aura lieu de solliciter des Pouvoirs Publics.

Il ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité résultant du présent article, des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du marché, lesquels sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires pour ne compromettre à aucun moment la stabilité des ouvrages et des bâtiments existants au voisinage du chantier.

De plus, l'entrepreneur engagera totalement sa responsabilité en cas de désordres dégradations, dommages ou préjudices causés aux ouvrages publics ou privés existants ainsi qu'aux tiers. Il sera tenu responsable dans tous les cas, dès lors que les dommages auront trouvé leur origine dans l'exécution des travaux. Cette responsabilité s'étendra sur une période de 10 (dix) années suivant la réception des travaux.

Les déclarations d'intention de commencement de travaux seront formulées d'une manière générale auprès de tous les services publics concernés (Assainissement, Eau Potable, FRANCE TELECOM, EDF, GDF, Fibre Optique, etc...), sur l'initiative et à la charge de l'entrepreneur, à l'aide du formulaire type en application du décret 91-1147 du 14 octobre 1991.

10.4.2 Travaux à proximité des réseaux des Télécommunications

L'entrepreneur devra tenir compte de la réglementation contenue dans le Code des Postes et Télécommunications quant à la construction d'ouvrages et canalisations aux abords des installations de télécommunications.

C'est 20 (vingt) jours au moins, avant l'ouverture du chantier, que l'entrepreneur devra informer les services de France Télécom.

En cas de dommages causés accidentellement à un câble de télécommunication, même une simple perforation par outil pointu, l'entrepreneur préviendra immédiatement le service intéressé. La perforation sera aussitôt obturée par une toile adhésive, genre "chatterton" pour éviter une aggravation du dommage par pénétration d'humidité dans l'âme du câble, et de ce fait, une augmentation parfois importante des frais de réparation dont le remboursement sera réclamé dans tous les cas à l'entrepreneur responsable.

Si des troubles de toutes natures ou des avaries résultant des travaux du présent marché se révélaient ultérieurement sur les câbles souterrains de télécommunications, l'entrepreneur sera tenu de rembourser à l'Administration des Postes et Télécommunications, les dépenses nécessitées par les réparations de ces câbles (main d'œuvre, transport, etc.)

10.4.3 Travaux à proximité des lignes électriques souterraines

L'entrepreneur devra se soumettre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 février 1971 pris en application de la circulaire n° 70-21 du 21 décembre 1970 du Ministère du Développement Industriel et Scientifique qui fait obligation à toute personne physique ou morale qui se propose d'effectuer ou de faire effectuer des travaux à proximité de câbles ou lignes électriques d'en aviser le représentant local de la distribution d'énergie électrique, 10 (dix) jours francs au moins avant la date prévue des travaux à EDF

10.4.4 Travaux à proximité des conduites de distribution publique de gaz

L'entrepreneur devra se conformer aux dispositions réglementaires destinées à assurer la protection des ouvrages gaziers et, en particulier à l'article 29 du décret du 23 Janvier 1964 relatif au régime des transports de gaz par canalisations qui prévoit que des arrêtés préfectoraux fixeront les conditions dans lesquelles les transporteurs de gaz doivent être avisés en temps opportun des travaux exécutés au voisinage de leurs canalisations, et qui entre autres choses lui fait obligation en son article 1er, d'une déclaration d'intention de travaux dans un délai de 10 (dix) jours francs au moins avant la date prévue pour le début des travaux.

10.4.5 Travaux à proximité des conduites d'Assainissement et d'Eau Potable

L'entrepreneur devra s'adresser aux concessionnaires concernés selon les sites géographiques d'interventions.

10.5 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES - UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

10.5.1 Autorisations administratives

Elles seront conformes à l'article 31.3 du C.C.A.G., et donc à la charge du maître d'ouvrage : occupation temporaire du domaine public ou privé, permission de voirie, permis de construire nécessaire à la réalisation des ouvrages du marché.

10.5.2 Utilisation du domaine public

Un état des lieux sera effectué avant les travaux entre l'entrepreneur et les services gestionnaires (commune, département), des voies empruntées pour les accès au chantier en présence du Maître d'ouvrage. Un état des lieux de ces mêmes voies sera effectué après travaux, à l'issue duquel l'entrepreneur devra réparer les dégradations éventuelles constatées, dans un délai de 15 jours.

Les constats d'ordre juridique seront établis à la diligence de l'entrepreneur et à ses frais.

En cours de travaux, l'entrepreneur devra réparer les dégradations éventuelles constatées dans un délai de 15 jours.

Par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G., l'entrepreneur supportera la totalité des dépenses relatives aux remises en état des lieux.

En outre, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour assurer en permanence la propreté des voies utilisées.

10.6 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS SE REFERANT A L'EXECUTION DES TRAVAUX, VERIFICATION PREALABLE

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des lieux d'implantation des ouvrages et de tous les éléments en relation avec l'exécution des travaux,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- avoir procédé à une visite détaillée des lieux du chantier et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords,
- avoir examiné toutes les indications des documents du dossier de consultation, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre.

10.7 REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire ou personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescription d'ordre de service.

10.8 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.9 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements, qui auront été occupés par le titulaire et ses sous-traitants, sont compris dans le délai d'exécution correspondant.

En cas de retard, ces opérations seront exécutées aux frais du titulaire après mise en demeure.

Le Maître d'ouvrage pourra demander au titulaire de maintenir toute ou partie des installations de chantier, au-delà du délai d'exécution correspondant au marché, pour les mettre à disposition d'autres entreprises.

Les modalités de règlement seront alors fixées d'un commun accord entre toutes les parties.

10.10 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

Par dérogation à l'article 40 du CCAG – Travaux, l'entrepreneur remet au maître d'ouvrage, au plus tard 8 jours après la demande réception, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, les plans et autres documents conformes à l'exécution (plans de récolement, notices techniques).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 1 500,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

10.11 RECEPTION DES TRAVAUX

10.11.1 Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

10.11.2 Réception partielle

La réception partielle de chaque tranche a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux la concernant dans les conditions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

11 GARANTIE DES PRESTATIONS

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

12 PENALITES

12.1 PENALITES DE RETARD

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 350,00 €.

Le titulaire subira par jour calendaire de retard dans l'achèvement des études ou des travaux par rapport au délai contractuel, une pénalité journalière de 350 euros/jour calendaire les 15 premiers jours et 750 euros/jour calendaire après.

Le montant total des pénalités ne pourra pas dépasser 20% du marché de l'entreprise.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

12.2 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3 AUTRES PENALITES SPECIFIQUES

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Nettoyage de chantier	Forfaitaire	120.00 €	Par constat, par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage, de la défaillance du nettoyage du chantier, en regard des clauses du CCTP
Non Respect arrêté temporaire	Forfaitaire	1 500.00 €	Outre les contraventions et procédures contraignantes susceptibles d'être dressées par le pouvoir de police de la circulation concernée, la pénalité sera appliquée pour chaque infraction aux dispositions prévues aux arrêtés temporaires pris pour l'exécution des travaux, et par heure où cette infraction aura été constatée.

Défaillance du barriérage, de la signalisation ou des clôtures de chantier	Forfaitaire	120.00 €	Appliquée par constat, par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage
Protection EPI	Forfaitaire	120.00 €	Le défaut de port de l'équipement et du gilet de sécurité sur le chantier tel que prévu au PGC sera sanctionné par infraction constatée
Présence entreprise sans information du CSPS	Journalière	1 000.00 €	Le titulaire ou ses cotraitants pourront faire l'objet de pénalités par jour constaté, par le Maître d'ouvrage ou le coordonnateur SPS phase réalisation, de la présence d'une entreprise sur le chantier sans en avoir informé le coordonnateur et/ou sans avoir remis son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. L'entreprise en faute devra évacuer immédiatement le chantier.
Retour au coordonnateur	Journalière	120.00 €	Le titulaire et ses cotraitants pourront faire l'objet de pénalités par jour de carence s'ils n'ont pas fait retour au coordonnateur, dans un délai de 48 heures, des notifications enregistrées au registre journal
Absence à une inspection commune de chantier	Forfaitaire	250.00 €	Absence malgré la convocation
Absence aux réunions de chantier, réunion de coordination	Forfaitaire	250,00 €	Le titulaire, ainsi que tout cotraitant ou sous-traitant, convoqué à une réunion, est tenu d'y participer. Sauf en cas de force majeure dûment reconnue par le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS, toute absence sera sanctionnée par le versement d'une pénalité retenue
			sur l'acompte mensuel de l'entreprise concernée, ou du titulaire en cas de sous-traitance. Tout retard de plus d'un quart d'heure non justifié sera considéré comme une absence.
Retard dans la remise de document	Journalière	100.00 €	Retard dans la fourniture d'un document défini au marché
Retard dans la déclaration des sous-traitants	Journalière	300.00 €	
Retard dans la levée des réserves	Journalière	500.00 €	

13 ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

14 RESILIATION DU CONTRAT

14.1 CONDITIONS DE RESILIATION ET MESURES COERCITIVES

Les dispositions relatives à la résiliation du marché et à l'interruption des travaux, ainsi que les mesures coercitives qui pourraient être prises, sont celles fixées aux chapitres VI et VII du CCAG-Travaux.

D'autre part, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R.

2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article

L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif d'Amiens sera seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 DEROGATIONS

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.2 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG - Travaux